

## CHAPITRE 2

### Partie 1 : Comment tout commença à Toulouse... ( du 25 avril au 13 mai)

Durant les vacances de pâques, le 11 avril 1968, le dirigeant de la SDS, Rudi Dutschke est victime d'un attentat. Les rumeurs le disent mourant mais il s'en sort. Cette tentative d'assassinat touche les étudiants gauchistes dans le monde entier. En France l'UNEF, le comité Vietnam, la JCR, des étudiants du PSU et du « M22M » organisent une manifestation le jour après à Paris, qui se termine dans une courte bagarre entre étudiants et policiers. Paris, qui jusqu'à là avait été une des seules villes à être touchée par les mouvements étudiants fut bientôt suivi par Toulouse, la première ville universitaire de la province à réagir aux événements Parisiens.

Le 23 avril sur Toulouse la JCR, le comité Vietnam national et les étudiants socialistes unifiés, organisent une manifestation en hommage à Rudi Dutschke. Une centaine d'étudiants se réunissent en Place Salin à 17h30. Ils se rassemblent derrière des portraits de Dutschke, Che Guevara, des pancartes stigmatisant le « Trust Springer », la guerre du Vietnam et les universités allemandes. Il y a aussi des drapeaux du FNL Vietnamien.

Le cortège arrive à la place du Capitole par la rue Alsace Lorraine et de là se dirige à la Faculté des Lettres, par la rue des Lois. Le Doyen Godechot se rappelle de cet événement, il travaillait dans son bureau lorsqu'il entendit un tumulte il sort pour voir le cortège d'étudiants dans la cour. Les étudiants étaient suivis par quelques policiers aux quels le Doyen demande de se retirer. Les étudiants s'installent dans l'amphithéâtre Marsan, ils sont accompagnés par un étudiant allemand, « ...un grand jeune homme maigre, hâve, les yeux cernés, les traits tirés, comme s'il avait passé plusieurs nuits sans dormir et des nombreuses journées à discuter »<sup>23</sup> qui voulait exposer ce qui se passait en Allemagne à ces camarades français.

Le Doyen, une fois informé du but de la manifestation, invite l'étudiant à prendre place sur l'estrade pour faire son exposé. Le délégué allemand met l'accent sur l'importance du mouvement SDS dans le milieu étudiant germanique, il souligne aussi le rapport qui existe entre la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke et la guerre du Vietnam. Les étudiants

---

<sup>23</sup> P 480, GODECHOT Jaques « 1968 A la Faculté des Lettres de Toulouse » - *Les Annales du Midi 1978, Revue de la France Méridionale*- Tome 90, N°138-139, Juillet-Décembre 1978, Privat Editeur, Toulouse.

demandent ensuite la permission d'organiser une assemblée générale dans le grand amphi qui leur est accordé par le Doyen pour le 25 avril dans l'après-midi.

Dans les jours qui suivent plusieurs tracts sont distribués par un groupe de gauchistes où ils racontent les événements du 23 avril, en le présentant comme une grande victoire obtenue sur l'administration universitaire et le FEN (fédération des étudiants de nationalistes, une association de droite qui regroupait un nombre d'étudiants en droit) :

« Arrivés à la faculté des Lettres, la manifestation a pris un sens différent avec l'occupation de l'amphi Marsan. M. le Doyen, après un chantage inefficace à la répression policière, dut participer au débat qui a suivi et au cours duquel a été décidé une nouvelle réunion-débat le jeudi 25 »<sup>24</sup>

Le tract continue en expliquant que l'occupation d'un amphi est un acte politique. Tout le monde est invité jeudi, Doyen et professeurs inclus. Ce tract causera des problèmes, car la FEN alerte le Doyen Marty (Doyen de la faculté de Droit), en lui disant que s'il n'interdisait pas la réunion ils allaient l'empêcher par la force.

Le lendemain, vers 9 heures, le Doyen Marty appelle le Doyen Godechot lui demandant d'interdire la réunion qui pourrait causer des batailles sanglantes entre étudiants. Comme le Doyen se montre réticent, après tout il avait autorisé la réunion. Il reçoit un autre coup de téléphone quelques minutes plus tard de la part du Recteur Richard, lui ordonnant d'interdire la réunion, parce que faute de ceci il serait retenu seule responsable des désordres qui pouvaient s'ensuivre. N'ayant pas le choix, Godechot fait afficher vers midi que la réunion est interdite.

C'était déjà trop tard, vers 17 heures, plus de 400 étudiants occupent l'amphi Marsan, tout accès au grand amphithéâtre étant gardé par des étudiants en droit. L'amphi Marsan, construit pour accommoder pas plus que 200 personnes, est bondé. Les étudiants sont assis un peu par tout. Ils commencent leur réunion pendant la quelle ils écoutent l'allocution d'un étudiant venu de Nanterre. Cet étudiant était en fait Daniel Ben Saïd, qui avait été étudiant à Toulouse et avait milité dans la gauche étudiante, il avait été présent au moment de l'occupation de la tour à Nanterre et était l'un des membres fondateurs du M22M. Il ne parle pas beaucoup sur le M22M, mais surtout des événements parisiens et de ce qui s'est passé en Allemagne. On parle aussi de la situation de l'université et des mouvements étudiants en générale, et des manifestations qui se sont déroulés notamment sur Rome et Berlin.

Le réunion se poursuit dans le calme jusqu'à 17h30 quand le Doyen Godechot se présente pour faire savoir que la réunion doit terminer immédiatement, pour ne pas créer des

---

<sup>24</sup> Tract n°2, « L'occupation d'un amphi en fac de lettres » par un groupe gauchiste, le 24 avril 68. ANNEXE 2

problèmes avec les étudiants de droite. Les étudiants refusent de bouger, et se barricadent dans l'amphithéâtre. C'est à ce moment là que les étudiants en droit décident de lancer des pierres et des pétards dans les fenêtres de l'amphi. Au même moment, la Faculté des Lettres est entourée par des compagnies de CRS (compagnie républicaine de sécurité), casquées, et armées avec fusils au poing avec des musettes bien pourvues de grenades lacrymogènes. Ils ne peuvent intervenir que sur demande du Doyen ou du Recteur.

Puisque la situation s'aggrave, Godechot décide de téléphoner au Recteur Richard, qui le rejoint très vite dans son bureau. Le Doyen tente de nouveau de parler aux étudiants, mais la tentative ayant échoué, le Recteur téléphone au Ministre de l'éducation Alain Peyrefitte. Il leur dit de faire entrer la police.

A 18h30 les services d'ordre interviennent en forçant les portes et pénétrant dans l'amphi, ils obligent les étudiants à se retirer, sans utiliser la violence. Les étudiants en droit sont à leur tour chassés de la cour de la Faculté. C'est donc dans les rues voisines, pendant que les étudiants de gauche sont en train de se disperser, qu'un groupe d'entre eux est pris violemment à partie par des adversaires brandissant des planches, des barres de fer et des matraques improvisées. Des bagarres s'ensuivent et 4 étudiants sont blessés, l'un d'eux va devoir être transporté à l'hôpital de Purpan.

La police intervient pour séparer la bagarre, et les étudiants se disséminent dans les rues voisines. Peu après les étudiants de gauche se regroupent à la place du Capitole, où ils forment un cortège spontané qui se rend par le boulevard de Strasbourg à Place Jeanne d'arc, où a lieu la dislocation. Le soir même toute réunion est interdite à la Faculté des Lettres jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

Le soir même un petit groupe d'étudiants militants de gauche, qui se connaissaient depuis quelques années, « après avoir nettoyé le quartier universitaire du centre de tous les groupes d'extrême droite »<sup>25</sup>, se retrouve pour discuter des événements de la journée, une nouvelle dynamique est née, « le mouvement du 25 avril » (M25A). Comme le dit Tony Alvarez qui était présent au moment de la création :

« Le 25 avril, ça c'est appelé comme ça à partir de ce jour là, un peu pour prendre le coup du 22 mars, il n'y a pas eu une réunion où on a dit « on crée un mouvement... », il y a eu une constitution officielle, ça s'est développé presque spontanément, puis il y a eu quelqu'un qui a dû signer le mouvement du 25 avril, et on a dit c'est très bien... la formalisation est venue après. »<sup>26</sup>

---

<sup>25</sup> ALCOUFFE Alain, interview 2

<sup>26</sup> ALVAREZ Tony, interview.

Le lendemain un tract est distribué par la Fédération des étudiants de Toulouse (FET), un groupe d'étudiants de droite, dans la quelle ils dénoncent l'acte des étudiants pendant le 25 avril, c'est du terrorisme, ils s'étaient réunis dans les jardins de la Faculté pour manifester leur hostilité aux méthodes terroristes de l'UNEF, et que leur vice-président s'est fait agresser plus tard dans la rue et a du être transporté à l'Hôpital de Purpan. Ils concluent en disant que :

« Il faut donc les faire taire, il faut leur imposer silence tout de suite... Nous attendons des collectivités administratives responsables, la plus grande fermeté, et non la faiblesse dont elles ont fait preuve jusqu'ici. Ou faudra-t-il que les étudiants eux-mêmes rétablissent l'ordre ? »<sup>27</sup>

Dans les jours qui suivent les choses semblent se calmer et retourner à la normalité, bien que les événements du 25 avril aient touché les étudiants toulousains plus qu'on puisse se l'imaginer, mais aussi font la une de tous les quotidiens, tant régionaux que nationaux. La manifestation du 1<sup>er</sup> mai passe se dans le calme, sans incident, mais derrière le calme apparent le nouveau né « M25A » est en train de travailler et discuter. Le vendredi 3 mai ils organisent une assemblée libre, tenue au Sénéchal, à la quelle sont présents environ 600 étudiants et professeurs. Dans un tract signé « M25A » ils expliquent :

« Pourquoi hors de la fac ? = Il s'agissait de clarifier nos thèmes d'intervention et organiser nos forces dans le calme. = Nous avons déjà démontré que l'administration universitaire n'est qu'un jouet du Ministère, qu'elle le veuille ou non » Ils décident de continuer le débat à l'université où « les étudiants mèneront dans chaque amphi les débats qui les concernent et la lutte déjà engagée. »<sup>28</sup>

Quelques jours après au Lycée Pierre de Fermat, où logent les classes préparatoires aux grandes écoles, des inscriptions injurieuses sont tracées la nuit sur le mur du lycée. L'administration du lycée est mise en question par la direction qui porte plainte pour dégradation. Après une enquête, un élève de terminale, Claude David, membre actif du CAL (Comité d'action lycéen) est désigné comme un des coupables, il est aussi accusé d'avoir distribué des tracts. On réclame la somme de 2500F à titre de réparation des dommages à ses parents, et l'élève est provisoirement exclu de l'établissement, avant de comparaître devant le conseil de discipline.

Le M25A réagit très vite à cette histoire, aux alentours du 6 mai ils distribuent un tract « *L'enjeu de notre lutte* » où ils donnent l'historique du mouvement, parlent des événements Parisiens, mais surtout appellent :

« ... à une assemblée libre mardi 7 mai à 17 h dans la cour de la fac de lettres, parce que, face à la répression et au chantage, nous voulons réaffirmer notre droit de discussion politique à la fac – et

<sup>27</sup> Tract n°3, « Toulouse ne sera pas Nanterre » par la FET, le 24 avril 68. Collection de tracts, Tony Alvarez

<sup>28</sup> Tract n°4 « Université critique la lutte continue » par le M25A, Début mai. Collection de tracts, Tony Alvarez

discuter des formes de soutien à apporter à nos camarades emprisonnés » à la fin ils ajoutent que : « Un lycéen a été exclu du Lycée Fermat pour distribution d'un tract du Comité d'action Lycéen Notre soutien lui est acquis et nous devons discuter des possibilités d'action commune Etudiant-Lycéen »<sup>29</sup>

Le 7 Mai la FET se rassemble dans les jardins de la Faculté de Droit pour protester contre l'envahissement du grand amphi de la Faculté des Lettres par les groupes se réclamant du « M25A » et de « l'université critique » Vers 16 heures il y avait du monde dans le jardin de la Faculté, les étudiants forment des petits groupes qui discutent silencieusement, il y a des voix qui courent, trois cars de CRS ont été vus en place St Sernin.

Quand un porte-voix appelle les étudiants à la réunion dans le grand amphi, les organisateurs s'attendent autour de 500 personnes mais il y en a 1500 qui se présentent. Pendant que les étudiants entrent, les étudiants de la FET scandent des slogans contre les gauchistes. Le grand amphi est bondé quand la réunion commence, et les quelques professeurs qui se présentent sont salués avec des grandes ovations. Pendant la réunion on décide de manifester au rectorat, et on adopte les principes d'une grève illimitée. La réunion finie tout le monde part de la salle, des étudiants de la FET tirent des pétards au soufre, mais ils sont vite pourchassés.

Le cortège se dirige vers le Rectorat en scandant des slogans tels « Pas des flics à la fac ! », « Recteur démission ! » et « Solidarité Sorbonne ! » Il n'y a aucun incident, ils établissent un service d'ordre pour aider la circulation. Arrivés au Rectorat, 4 délégués franchissent le cordon d'agents qui garde le bâtiment. Il voient le Recteur et arrivent à lui faire promettre de laisser aux doyens toute liberté en ce qui concerne les discussions politiques à la faculté

Le cortège d'environ 3000 personnes se dirige donc à rue Gambetta pour se rendre au Lycée Pierre de Fermat. Un double cordon d'agents barre la rue Lakanal, et le reste de policiers sont devant l'entrée du Lycée. La tête du cortège, s'élance dans la rue et c'est là qui ont lieu le première heurt d'une extrême brutalité. On ne sait pas qui a commencé, même si un des manifestants, Tony Alvarez, n'a aucun doute, c'est la police qui a commencé, et c'est là que les étudiants de Toulouse ont découvert la brutalité policière<sup>30</sup>.

Dans les minutes qui suivent il y a une furieuse mêlée entre étudiants et policiers, qui attaquent à coup de matraques. Les manifestants sont obligés de reculer et sont poursuivis par

<sup>29</sup> Tract n°5 « L'enjeu de notre lutte » par le M25A, 6 mai ? Collection de tracts, Tony Alvarez

<sup>30</sup> ALVAREZ Tony, interview

les agents dans les rues avoisinantes. Pendant l'échauffourée deux officiers sont blessés, et plusieurs manifestants frappés sans pitié au point que les passants indignés protestent.

C'est aussi de simples passants qui ont été bastonnés, M. Galaup, militant de la CFDT, sortait du siège du syndicat et est pris à part par le service de l'ordre, il en sort avec la tête ensanglantée. Alain Alcouffe président démissionnaire de l'AGET-UNEF, en essayant de sauver deux filles qui se faisaient tabasser par la police, est grièvement blessé et doit être transporté à l'hôpital de Purpan. Alcouffe se rappelle de cet épisode :

« Il devait y avoir 3 ou 4000 étudiants, ils n'étaient pas du tout organisés pour affronter la police, rien n'était prévu. Il y avait des étudiants qui se sont retrouvés en première ligne et j'ai essayé de m'interposer et j'ai été frappé effectivement par les policiers, de façon assez efficace puisque j'ai laissé toutes mes dents dans cette manifestation »<sup>31</sup>

Avant la fin de la bataille, les étudiants organisent une contre-attaque, en bombardant les policiers avec une pluie de projectiles les plus divers, tels des morceaux de ferrailles, briques, pierres etc. Des vitrines sont brisées, les policiers jettent des grenades lacrymogènes. Finalement vers 21 heures les manifestants se replient sur la place du Capitole où a lieu la dispersion. Cette journée arrive à choquer les toulousains, leur ville qui avait été jusqu'à là calme, est touchée par la violence qu'on avait vu sur Paris ou les autres pays. Il y a une condamnation unanime de la répression policière, et beaucoup de sympathie pour les étudiants.

Le jeudi 9 mai, les centrales syndicales des étudiants, professeurs et ouvriers organisent un meeting à 18 heures. Il y a plusieurs tracts qui tournent à ce propos, des appels à la réunion au Palais des Sports organisé par l'UNEF, la SGEN, SNES sup., la FEN, la CGT et la CFDT. Ils appellent à un meeting pour plusieurs raisons :

« Halte – à la répression policière, - Pour la réouverture des Facultés, - Pour la liberté d'expression dans les facs et les lycées... 20.000 étudiants à Paris, 3 000 à Toulouse se sont heurtés hier aux prétendues « compagnies républicaines de sécurité » Pour « répondre » aux étudiants, le gouvernement déploie les forces de « l'ordre » qui, après avoir pénétré dans les Facultés organisent la chasse aux étudiants dans les rues, multipliant les arrestations et les emprisonnements. A Toulouse, un lycéen de Pierre de Fermat condamné à payer une amende de 2.500 F pour avoir « fait de la propagande » à l'intérieur de son établissement... »<sup>32</sup>

A 18 heures il y a donc autour de 3000 personnes qui se présentent, entre étudiants, professeurs et ouvriers. Autour du podium des banderoles « AGET-UNEF », « Halte à la répression », « Université démocratique », et « Cogestion de l'université ». C'est M. Robert

<sup>31</sup> ALCOUFFE Alain, interview 1

<sup>32</sup> Tract N°3/6, "Halte ", 8 mai 68 ?, collection

Schalde, vice président de l'UNEF qui ouvre les débats, en rejetant sur le gouvernement l'entière responsabilité de l'inadaptation de l'Université. Il indique les points sur lesquels doivent porter les efforts de tous :

- Liberté d'expression pour toutes les organisations dans les facultés et campus.
- Arrêt de la répression policière.
- Suppression du service de garde assermenté au Campus de Rangueil.
- Construction d'une nouvelle Faculté des Lettres
- Nouvelles structures de l'université.
- Suppression des barrages et de la sélection à l'entrée des facultés.
- Réelle orientation <sup>33</sup>

L'intervention de Robert Schalde est interrompue plusieurs fois par les membres du M25A, nombreux dans la salle et qui reprochent à l'AGET de ne pas les avoir soutenus aux moments difficiles. Au moment où un autre orateur, M. Fabre secrétaire de la section Toulouse sciences se place « au dessus de toutes tendances » <sup>34</sup> et réclame l'unité des étudiants, un incident se produit quand Alain Alcouffe, et quelques leaders du M25A essayent de s'emparer du micro, mais en sont empêchés par le service d'ordre. C'est seulement plus tard quand M. Martinez de l'UNEF, appelle Alcouffe au micro pour représenter le M25A.

On parle de l'historique du mouvement, comme c'était le seul organisateur de la manifestation du 7 mai, et de la création de l'université critique. Après cela on décide de rédiger un livre blanc. Le meeting se termine avec une manifestation dans les rues de Metz et Alsace Lorraine jusqu'au Capitole avec le M25A en tête avec des banderoles du genre « Pas des flics à la fac », « Solidarité Nanterre », « Liberté d'action » etc ...

Le « M25A » nouveau né n'était pas encore accepté par les syndicats, surtout les syndicats étudiants, selon Alain Alcouffe, le seul syndicat qui sympathisait un peu avec ce mouvement était la CGT, et c'est grâce à son intervention qu'ils ont pu parler au meeting du 9 mai <sup>35</sup>.

Dans les jours qui suivent, les débats continuent, le 10 mai les élèves du Lycée Pierre de Fermat se mettent en grève et distribuent des tracts du CAL dans l'après-midi en Place Capitole. Le 11 mai il y a des réunions à la Faculté des Sciences à Rangueil, et à la place du Capitole on se réunit pour écouter Alain Alcouffe parler. Le 12 mai on se prépare pour la manifestation et grève du 13 mai, toutes les centrales syndicales dont la CGT, la CFDT et la

---

<sup>33</sup> P. LOCALE trois, « La révolte des étudiants – 3000 personnes au Palais de Sports » -*La Dépêche du Midi-édition Toulouse*, N°7 229, le 10 mai 1968, Arch. dép. Toulouse, Jour 21.

<sup>34</sup> P. LOCALE trois, « *Ibid.* »

<sup>35</sup> ALCOUFFE Alain, interview 1

FEN y travaillent avec les étudiants, même le M25A. Plusieurs tracts sont distribués pour inviter toute la population à manifester « Pour exiger l'arrêt immédiat de cette répression (du gouvernement gaulliste), le retrait de forces de police et l'ouverture d'une discussion sur l'avenir de l'Université... »<sup>36</sup>. Le parti communiste suit la ligne de centrales syndicales, de son côté les étudiants voient les choses un peu diversement, par exemple M25A appelle les étudiants à manifester pour :

« ...déposséder le système actuel de son université ... Le gouvernement en a peur, il répond par la violence et dévoile que sa « douceur » courante n'est qu'un calme apparent. IL NOUS FAUT CHOISIR : - Nous taire à nouveau et nous soumettre à la répression - ou faire reculer le gouvernement Notre lutte se développera ... »<sup>37</sup>

Le 13 mai est une très belle journée, depuis le matin, les principaux secteurs de l'industrie, de l'enseignement, des transports en commun, une grande partie de l'administration, les services municipaux, le bâtiment, et dans l'après-midi les employés sont en grève pour 24 heures.

A 15 heures, la place Jeanne D'Arc est bondée, les gens sont si nombreux qu'ils débordent sur toutes les rues adjacentes. La CGT, CFDT et la FEN, donnent l'ordre de départ, ils sont en tête du cortège suivis par les élus, dont le maire M. Louis Bazerque, des parlementaires M. Delpech et Rey des Députés et M. Méric sénateur, avec leur écharpe tricolore. Le cortège n'arrête pas de grossir, le M25A seul peut compter autour de 1200 personnes, il est suivi par les étudiants des Beaux Arts, de l'Ecole Normale, les grandes écoles et lycéens. L'AGET-UNEF est vers la tête du cortège avec des nombreux étudiants. FO est aussi présente ayant elle aussi suivi l'ordre de débrayage, elle est représentée par une délégation de Sud-Aviation, des hospitaliers, de l'ONIA, de Breguet et des travaux publics.

La foule arrive à la Place du Capitole en brandissant des banderoles et calicots, recouverts de slogans, telles « De Gaulle démission », « Unité d'action », « Liberté syndicale », « Pouvoir assassin » etc. Quand tout le monde est là il y a environ 50.000 manifestants.

M. Loubet, secrétaire général de l'UD CFDT ouvre les discours, suivi par M. Gorsse qui précise que « Ensemble nous déclarons que la coupe est pleine »<sup>38</sup>, les discours poursuivent en touchant tous les arguments de l'actualité, sur les problèmes des étudiants, des

<sup>36</sup> Tract N° 7, « Halte à la Répression », du Parti communiste français, et la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, 12 mai 1968. Collection de Tony Alvarez ANNEXE 3

<sup>37</sup> Tract N°8 « La répression : la réponse à la lutte des étudiants », du M25A, 12 mai 1968. Collection de Tony Alvarez

<sup>38</sup> P. LOCALE quatre, « le 13 mai de l'opposition » -*La Dépêche du Midi* - édition Toulouse, N°7.234, le 15 mai 1968, Arch dép Toulouse, Jour 21

syndicats etc... Les discours se terminent par une allocution de M. Baghi secrétaire fédéral de la CGT, qui évoque les résultats des dix années de Gaullisme, il clôt la manifestation avec le chant de l'Internationale. La foule commence à se disperser, et même s'il essaye, il est trop tard pour Alain Alcouffe de prendre la parole, la manifestation étant close. Les étudiants se dirigent vers la Faculté des Lettres, où les discussions ont lieu jusqu'à très tard dans la nuit

Le même jour un conflit éclate dans l'entreprise Duc et Méric, sur le chemin Balufet, ceci après la mise en place provisoire d'un membre du comité d'entreprise et d'un délégué du personnel. Certaines initiatives sont prises par les deux personnes lors de la grève, ces actions sont jugées inacceptables par la direction de l'entreprise qui pose une double sanction sur les intéressés. Le syndicat CGT lance alors un mot d'ordre de grève pour les jours qui viennent

## **Partie 2 : La poursuite du mouvement....( du 13 au 31 mai)**

À partir du 13 mai, la Faculté des Lettres est occupée par les étudiants. Le même jour, les étudiants du M25A font une assemblée générale dans laquelle ils décident de boycotter les examens de psychologie, de géographie, d'espagnol, et de philosophie. Ils se décident finalement pour un boycott positif, ceci veut dire que les étudiants et les professeurs sont prêts pour l'examen. Les premiers remettent un exposé assez bref sur l'université critique (aux épreuves écrites et orales) et ceci leur permettra d'éviter les sanctions légales telles que suppression des bourses, suppression de salaire IPES, résiliation de sursis et redoublement des dernières années

Le FET lance un appel aux professeurs et aux étudiants, pour qu'ils changent d'avis sur le boycott des examens. Selon eux « ... cette décision qui compromet l'avenir des nombreux étudiants ne leur soit pas imposée et qui prévale enfin dans l'université française le bon sens et le réalisme »<sup>39</sup> Ils ajoutent aussi qu'un nouveau mouvement a été créé, le « mouvement du 14 mai » fondé spontanément par les étudiants syndiqués pour la sauvegarde des examens, naturellement il leur donnent tout leur appui.

Les étudiants de la Faculté des Lettres sont vite suivis par les autres universités de Toulouse, à la Faculté des Sciences à Rangueil on occupe les lieux, et on fait grève, on se joint au mouvement, la faculté des sciences est désormais, « Université critique de Toulouse, section sciences ». A la faculté de médecine on fait grève, aux Beaux Arts, les étudiants décident de se joindre à l'université critique, après une réunion avec le M25A. Ils occupent les

<sup>39</sup> P LOCALE quatre, « le 13 mai de l'opposition » -*La Dépêche du Midi- édition Toulouse*, N°7.234, le 15 mai 1968, Arch dép Toulouse, Jour 21

locaux, et décident de boycotter les examens, mais ensemble avec toutes les autres écoles des Beaux Arts.

Les étudiants du M25A, s'intéressent aussi à la sort des deux ouvriers de l'entreprise Duc et Méric, ils organisent une collecte à l'université pour aider les ouvriers en grève. Ils distribuent des tracts qui appellent les étudiants à manifester le 16 mai en solidarité avec les travailleurs. Dans ce tract ils expliquent comme :

« ... Ces 2 délégués renvoyés, s'ajoutent à la longue liste des ouvriers victimes de l'arbitraire du patronat. Réclamant la réintégration immédiate de leurs camarades les travailleurs du bâtiment décident la grève. Notre lutte comme celle des ouvriers, doit en permanence, s'exercer contre le pouvoir bourgeois. A notre tour, solidaires des travailleurs manifestons avec eux ... »<sup>40</sup>

Le soir du 15 mai, un accord intervient entre la CGT bâtiment et le patronat, les deux ouvriers sont intégrés dans leurs fonctions, néanmoins l'ordre de grève est maintenu. Le 16 mai, à 10 heures, étudiants et ouvriers se regroupent au carrefour Purpan à 10 heures. Un long cortège, d'environ 1500 ouvriers, et nombreux étudiants, formé d'automobiles, motocyclettes et cyclomoteurs, se dirige vers la ville pour arriver au siège patronal. Là entre 11h30 et midi, les manifestants expriment bruyamment leur mécontentement. Une délégation conduit par M. Rocchia, secrétaire général de l'union syndicale du CGI, est reçu par M. Allais délégué générale de la Chambre Patronale. A la fin de la manifestation les étudiants ont invité les travailleurs à venir discuter avec eux à la Faculté des Lettres. Une trentaine d'ouvriers ont suivi cette invitation.

Le 18 mai à la Faculté des Lettres, dans un amphi, on parle d'« Art et révolution, contestation critique », quelqu'un propose de sortir de l'abstraction et d'aller occuper le Centre Culturel. L'idée semble bonne pour tout le monde et les étudiants quittent la Faculté pour se rendre rue Croix-Baragnon, au Centre Culturel.

A 18 heures ils sont reçus par M. Christian Schmidt, le directeur du Centre Culturel, il comprend très vite que les étudiants sont là pour occuper le centre. Il se montre très conciliant, il décide de ne pas faire appel à la police, mais précise que cette occupation devrait se limiter aux locaux publics, les salles de conférence etc. Les étudiants présentent ensuite leurs revendications :

- Que la disposition du Centre Culturel ne soit pas réservée aux seuls adhérents.
- Que les programmes prévus pour l'immédiat soient annulés.

---

<sup>40</sup> Tract N°9 « A la Fac, à l'usine, même état bourgeois, même répression » - du M25A, le 15 mai 1968.  
Collection de Tony Alvarez ANNEXE 4

- Que les artistes qui prêtent leurs œuvres au Centre Culturel acceptent de les vendre au profit des ouvriers et des étudiants.

Sur ce dernier point M. Schmidt émet quelques réserves, après tout, les peintres qui exposent au centre ne sont pas riches. Il accepte néanmoins d'aller à l'ORTF, pour poser la question à la radio. Un cortège de voitures se rend à l'ORTF, et expose, l'historique de la prise du Centre Culturel.

Tony Alvarez, était un des étudiants présents à la prise du Centre Culturel, il se rappelle que :

« C'était une occupation qui se déroulait à la suite de Paris, parce qu'on suivait beaucoup Paris à ce moment là. C'était l'Odéon à Toulouse et puis c'est tout... » et sur l'événement « ... Il y avait des gens qui faisaient le théâtre de façon marginale et ce qui nous les anarchistes nous a frappé c'était ce que la première chose que ont fait ces gens, c'est d'occuper les bureaux à la place des anciens, c'était tout, alors que nous ce qu'on disait c'était changer complètement l'opération. »<sup>41</sup>

L'occupation du Centre Culturel ne dure que deux jours, il sera libéré le 20 mai. Pendant ce temps, les étudiants décident de renommer le Centre, « Centre critique », on y discute sur plusieurs sujets le thème principale « Culture bourgeoise et culture populaire ». Il est même question d'exiger qu'on supprime le Centre, temple et symbole de la culture bourgeoise. Pendant l'occupation, le M25A ne désavoue pas l'acte, mais tient à préciser qu'il c'est passé sur initiative d'un petit groupe d'étudiants.

Le 21 mai, les journalistes de la Dépêche du midi, qui jusqu'à là ont toujours sympathisé avec le mouvement étudiant, critiquent cet acte :

« L'occupation du Centre, depuis samedi, a eu pour seul résultat l'annulation du récital qui devait donner, hier soir, le guitariste argentin Atahualpa Yupanqui, pour la plus grande joie, certainement, des extrémistes de l'autre bord, qui n'ignorent pas que Yupanqui passa plusieurs années de sa vie dans les prisons où l'avait conduit son amour pour la liberté. »<sup>42</sup>

Depuis le 13 mai, le mouvement ne touche pas seulement les étudiants, petit à petit les entreprises toulousains commencent à débrayer. M. Perillat, responsable des petites et moyennes entreprises de la métallurgie à la CGT, se rappelle qu'il était au travail quand il a reçu un appel :

« ... La Bourse de travail me dit, « il y a une réunion exceptionnelle de la condition exécutive » (l'organisme de la direction de l'union départementale), moi étonné je dis « Tiens pourquoi une réunion exceptionnelle ? », « Mais vous n'êtes pas au courant ?! », « Au courant de quoi ? », « Tiens,

<sup>41</sup> ALVAREZ Tony, interview.

<sup>42</sup> P LOCALE quatre, La révolte des étudiants – « Spontanément évacué par les étudiants, le centre culturel est occupé par son personnel en grève », -La Dépêche du Midi- édition Toulouse, N°7 240, le 21 mai 1968, Arch dép. Toulouse, Jour 21.

*il y a Air France, il y a Breguet, il y a toute une série d'entreprises qui se mettent en grève, comme pour le 24 heures, mais en grand, pour une durée indéterminé !! », et il a dit « et ça démarre un peu partout les grèves, il faut qu'on prenne des dispositions, qu'on sache ce qu'on fait... Mais il y a pas eu un appel national »<sup>43</sup>*

Effectivement c'est un peu comme ça que les entreprises ont commencé à se mettre en grève, de façon tout à fait spontanée. A Toulouse, les syndicats s'organisent pour aider le mieux possible les travailleurs toulousains, dont beaucoup ne sont pas encore syndiqués.

Entre le 19 et 22 mai les premières entreprises qui font grève avec occupation des locaux de travail, sont les cheminots de la SNCF, à la gare de Toulouse Matabiau, suivis par les services postaux de la PTT, les entreprises du bâtiment, telles Guirande et Auffève, Grands travaux de Marseille, Chapuzet et Toulouse ascenseurs, les ciments Lafarge etc. Dans l'aéronautique, Sud-Aviation sur les trois usines à St Eloi, Blagnac, St. Martin du Touch, Air France au centre de révision de Montaudran, et à l'escale de Blagnac. A l'APC (ex.ONIA), à la poudrerie et la cartoucherie etc...<sup>44</sup>

Le 21 mai, selon un sondage de CST, il y a plus de 100 000 travailleurs en grève dans la Haute-Garonne. la vie des toulousains est rendu difficile, ils commencent à s'inquiéter et à stocker les biens alimentaires et l'essence, mais il n'y a pas encore la panique qui a été vu sur Paris. Par exemple, le samedi, le gérant d'un petit supermarché de la périphérie vend en quelques heures, plus de mille litres d'huile. Dans la journée de lundi un pompiste vend 10 000 litres d'essence, alors que son chiffre quotidien habituel ne dépasse pas les 3500 litres. La ville commence à avoir une ambiance un peu spectrale à cause de tous les magasins fermés, mais Les étudiants et ouvriers se maintiennent occupés, puisqu'il y a des manifestations presque tous les jours, sinon des meetings, collectes de biens pour les grévistes etc.

Le 22 mai le gouvernement décide d'interdire la réintégration au territoire français de Daniel Cohn Bendit, leader du M22M, cette nouvelle est interprétée par beaucoup d'étudiants comme une provocation, sur Toulouse, le M25A, et l'université critique de Toulouse section sciences, organisent une manifestation pour protester contre l'interdiction, pour le 24 mai (Voir ANNEXE 5). Ils invitent tous les toulousains qui sont d'accord avec eux. Il y a beaucoup de toulousains d'accord avec eux puisqu'ils reçoivent l'appui officiel de la FEN, de la CFDT, du PSU et du SGEN. Dans l'après-midi juste avant la manifestation il y a une

---

<sup>43</sup> M Perillat, Interview.

<sup>44</sup> Pour une liste plus exhaustive des entreprises en grève, se référer à la chronologie des événements de Toulouse au fond du mémoire

réunion du M25A à la Faculté des sciences de Rangueil, d'environ 2000 étudiants dans laquelle on adopte le principe de marcher sur la mairie et demander au maire une subvention pour la poursuite de leur mouvement et de s'ériger en pouvoir communal comme à Paris. Alcouffe qui était présent à la réunion se rappelle que :

« ... cette manifestation a été organisée avec beaucoup de crainte parce que on s'est demandé s'il n'allait pas y avoir une réaction policière forte, on avait même des fantômes, il y avait des bruits divers qui courraient sur la possibilité qu'il y ait des chars, il y a les casernes à Toulouse, donc on avait des soucis de cet ordre-ci ... il y avait tant d'éventualités envisagées quand on est parti, il y avait quand même l'idée quelque part que ça serait d'occuper la mairie de Toulouse et signifier qu'il y avait un changement... »<sup>45</sup>

Des qu'il entend cette nouvelle le maire fait fermer toutes les portes du Capitole et appelle en hâte plusieurs centaines de militants appartenant à la tendance FO, qui se barricadent à l'intérieur de la mairie pour défendre leur lieu de travail<sup>46</sup>. Une réunion se tient au même temps dans le cabinet de M. Bazerque, le maire, à laquelle assistent M. Delpech, un député, Eeckhoutte, le président du conseil générale et de la FGDS, ainsi que Meric, sénateur. Ils adoptent le principe de recevoir une délégation des étudiants.

Le rassemblement a lieu à 16 heures en place du Salin, à 16h15 il n'est déjà plus possible de circuler entre la place St Michel et la rue de Languedoc. Quand le cortège part à 16h40, il doit y avoir environ 3500 jeunes, en tête les comités de gestion tripartite de la Faculté de Rangueil et des dirigeants syndicaux. Les slogans du cortège sont « le pouvoir aux ouvriers », « Parlement bidon », « Cohn-Bendit en France », et « Pas des frontières, on s'en fout », ils brandissent des drapeaux rouges et noirs, des nombreux passants se joignent au cortège. Quand ils arrivent finalement Place du Capitole, un groupe important de lycéens et d'élèves de préparation des grandes écoles se joignent à la manifestation.

Pendant que la foule s'empare de la place, une délégation qui comprend, Mme Mathis (comité tripartite des sciences), Mm Kayser et Sol, pour les professeurs, Escoffe, Mercadier et Pignes, pour les étudiants (comité tripartite des lettres), Gorsse de la FEN, Loubet, Dubois et Sakkiroff de la CFDT, se présentent au personnel de la mairie qui les conduit jusqu'au maire. On lui soumit une motion demandant la reconnaissance de l'université autonome, la solidarité de la municipalité avec les travailleurs, un fond d'aide aux grévistes, etc. Il était aussi question du retour en France de Cohn-Bendit.

<sup>45</sup> ALCOUFFE Alain, interview 2

<sup>46</sup> Selon Alain Alcouffe qui était présent, le maire avait mobilisé non seulement le syndicat FO du personnel communaux, mais aussi de l'ONIA, et de l'aérospatiale

Dehors on commence à s'impatienter, donc des manifestants accrochent deux drapeaux, un rouge et un noir, aux grilles des fenêtres baissées du Capitole. Un manifestant barbu, fumeur de pipe, juge qu'ils ne sont pas placés assez haut. Il grimpe sur la façade du bâtiment, très agilement puisqu'il arrive toujours à fumer sa pipe. Arrivé au balcon il installe les deux drapeaux, et puis redescend entre les ovations de la foule. Mais l'attente se fait toujours sentir par la foule impatiente.

Finalement sont ouvertes les fenêtres du balcon, et la maire sort suivi par la délégation. Le maire fait son allocution avec un bruit de fond, puisque la foule refuse d'observer en silence, il accepte la motion qu'on lui avait donné, et dit qu'il espère de ne jamais voir les violences du quartier Latin sur Toulouse. Après lui le président du comité de grève des employés municipaux, dit qu'ils sont solidaires aux étudiants et que pour montrer leur bonne foi, ils vont ouvrir les portes du capitole.

A 18h10 les portes sont ouvertes et la foule pénètre le bâtiment en chantant l'internationale, ils s'installent dans la cour pour entendre un nouveau communiqué du maire, lu par M. Kayser un ouvrier CFDT de Sud Aviation. On place des amplificateurs pour entendre l'allocution radiodiffusé du chef d'Etat, mais ils ne marchent pas, de toute façon c'est le soir et la foule rentre chez elle.

On pourrait croire que le maire de Toulouse s'est montré très ouvert aux manifestants, en les laissant entrer dans le capitole, mais selon Alcouffe ce n'est pas le maire qui a ouvert les portes du capitole, il a mobilisé le syndicat FO pour garder la mairie mais surtout pour calmer les manifestants, dans lequel il y avait des nombreux militants de la CFDT, parce qu'une prise du Capitole voudrait dire se battre contre les militants FO. Il se rappelle qu'il y a eu :

« un débat entre ceux qui voulaient (prendre la mairie) c'était quand même une poignée, il y avait 10 000 manifestants et c'était une poignée de militants FO. La CFDT n'était pas pour, là il y a eu une divergence au sein des gens qui avaient organisé cette manifestation. La CFDT n'était pas clairement pour la force. Au moins les dirigeants (ce qui ne veut pas dire les militants syndicaux) CFDT étaient tous contre. L'idée des jeunes ouvriers qui étaient prêts à faire à coups de poings contre eux. Moi même j'étais pour l'occupation de la mairie clairement, et c'était pas claire comment on allait faire. »<sup>47</sup>

La mairie n'a pas été occupée, et c'est resté comme l'un des plus grands regrets pour Alcouffe, une occasion ratée qu'ils auraient dû prendre.

---

<sup>47</sup> ALCOUFFE Alain, interview 2

Le 25 mai, le matin la CGT soutenue par le parti communiste organise une manifestation pour demander qu'aboutissent rapidement les négociations entamées au niveau national entre les centrales ouvrières et gouvernementales. Ils se rencontrent à 10 heures devant la Bourse de travail où ils écoutent une allocution de M. Pierre Baghi secrétaire générale de la CGT. Il proclame la solidarité entre travailleurs, étudiants et enseignants, pour terminer en disant qu'il faut continuer à se battre et que c'est du sang froid de tous les militants et de tous les travailleurs que dépend l'issue victorieuse de cette grève.

Ceci étant dit le cortège se met en marche, a la tête des dirigeants syndicaux et politiques, ont défilé aux cris de « De Gaulle démission », « Gouvernement populaire », et « de Gaulle au musée ». La manifestation fait le tour de la ville, pour revenir à la Bourse vers midi où a lieu la dislocation. Pendant tout l'après-midi au sièges des grands syndicats et à la Bourse de Travail on attend avec impatience un appel de Paris avec les dernières nouvelles sur le déroulement des négociations entre le gouvernement et ouvriers.

Les jours qui suivent sont assez tranquilles, la ville paraît à moitié endormi à cause de tous les commerces fermés. De leur côté les étudiants s'occupent en organisant la collecte de bons alimentaires pour les grévistes. Le matin du 27 mai à Paris on arrête les discussions de Grenelle, le patron cède sur un nombre de choses, notamment sur le SMIG, et l'on décide d'arrêter les discussions à ce point là. Quand la nouvelle des accords de Grenelle arrive à Toulouse, il y en a beaucoup qui sentent que ce qui a été gagné par les syndicats n'est pas suffisant. Les centrales syndicales (CFDT, CGT, FO, FEN, AGET UNEF et la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du parti communiste) réagissent en appelant les Toulousains à manifester le jour même. Ils distribuent un tract où ils appellent à manifester pour :

« - ... assurer de votre solidarité les travailleurs, les paysans, les étudiants et les enseignants en lutte ; - Pour protester contre l'odieuse répression policière et les entraves à la liberté ; - Pour appeler les masses populaires à se dresser avec force contre les structures de la société capitaliste, représentée aujourd'hui par le pouvoir gaulliste afin de jeter les bases d'une société démocratique et socialiste. »<sup>48</sup>

Vers 17 heures la place Jeanne d'Arc se trouve submergée de monde, les grévistes sont partout sur les trottoirs, les rues avoisinantes et cela engendre un bouchon dans le Bd De Strasbourg et même en rue Alsace Lorraine. Le cortège se met en mouvement avec en tête les dirigeants syndicaux. Alors que le cortège arrive la hauteur des allées Jean Jaurès, un passant crie « Vive de Gaulle ! » ce qui provoque immédiatement un vaste courant de condamnation

<sup>48</sup> Tract N°10, « Appel à la population » de la CFDT, CGT, CGT-FO, FEN, UNEF et la FGDS et PCF, le 27 mai 1968, Collection de tracts, Tony ALVAREZ.

Heureusement le service d'ordre s'interpose entre les grévistes et l'homme en question et un accident de gravité supérieure est évité. Quand la foule arrive au capitole, la place est bondée, il y a environ 50.000 manifestants, qui débordent dans les rues adjacentes.

M Gorsse, secrétaire général de la fédération de l'éducation nationale prononce un discours dans lequel il attaque le régime gaulliste et sa dernière trouvaille le referendum-plébiscite. Après le discours on chante l'internationale et la foule se disperse sous les premières gouttes de pluie qui commencent à tomber.

Le 30 mai, après la fuite à Baden Baden le général de Gaulle revient en France renforcé par son jeu politique. A Paris le jour même les gaullistes organisent une manifestation pour de Gaulle. A Toulouse les comités de défense de la république organisent un défilé au monument des morts pour le 31 mai. Ils appellent simplement :

« *Les anciens combattants* qui n'admettent pas les insultes au soldat inconnu et au drapeau. *Les salariés* qui veulent profiter des avantages acquis par leurs syndicats. *Les jeunes* qui veulent poursuivre dans le calme la réforme de l'enseignement. *Les femmes* qui veulent la paix dans la pays »<sup>49</sup>

Le 31 mai à 18 heures, place Jeanne d'Arc, la foule est nombreuse à manifester. Ils scandent des slogans du genre « Nous voulons travailler », « Evolution oui, révolution non », « Le communisme ne passera pas », et « Toulousains avec nous », ils sont très nombreux et apportent des drapeaux et banderoles tricolores et chantent la Marseillaise. Ils se mettent en marche et arrivent au Monument des morts, où une foule déjà nombreuse les attend pour assister à la cérémonie du dépôt du gerbe.

Une délégation fleurit le stèle sacré, puis on observe un minute de silence. La cérémonie se clôt par le chant de la Marseillaise avec les deux doigts dressés en l'air en signe de victoire. La manifestation des gaullistes se disperse, et ceux qui reviennent par la rue de Metz et c'est à la hauteur de la rue Borbonne qu'ils rencontrent une contre manifestation spontanée regroupant autour de 150 personnes qui chantent l'internationale et réclament la démission du général de Gaulle et un gouvernement populaire.

Quelques minutes après, des CRS, gendarmes mobiles et agents du corp urbain, s'interposent entre les deux groupes, des policiers prennent également position sur la place St Etienne et barrent les rues adjacentes pour éviter des infiltrations. Les gaullistes et anti-gaullistes restent face à face pour trois quarts d'heures scandant des slogans les uns contre les autres, finalement l'affrontement est évité et les manifestants se dispersent. Le soir un groupe

<sup>49</sup> Tract N°11, « Vendredi 31 à 18 h Tous et toutes » des comités de défense de la république à Toulouse, le 30/31 mai 1968, Collection de tracts, Tony ALVAREZ

de gaulliste renforcés par des éléments d'extrême droite se rend à la Faculté des Lettres pour essayer d'arracher le drapeau rouge que le M25A avait hissé sur la Faculté des Lettres.

Vers 19h15 à la Faculté des Lettres, le service d'ordre casqué et muni des bâtons, veille. Ils entendent des bruits provenir de la rue des Lois, un groupe de personnes qui approche en criant « Université française » et « Libérez Salan ». Les droitistes, environ 200, arrivent en brandissant des drapeaux tricolores et un drapeau blanc avec la croix celtique arrivent devant la faculté. Deux manifestants décident d'attaquer et armés de barres de fer, se lancent contre le service d'ordre, des coups sont échangés, en même temps quelqu'un lance un engin explosif dans la Faculté. Un étudiant le ramasse pour le jeter dehors, mais l'engin explose lui blessant la main. Le blessé est vite soigné avec les moyens du bord en attendant le moment pour pouvoir le ramener dans une clinique.

Les assaillants arrivent à entrer dans la cour de la Faculté où se produisent des nouveaux affrontements. De la rue on jette des cailloux contre les fenêtres et dans la cour, qui arrivent à presque frapper un groupe de professeurs et assistants qui étaient restés sur place. Du côté de la Faculté des Lettres la porte est vite fermée, mais les quelques étudiants qui restent dehors se retrouvent à se battre contre les assaillants. Des agresseurs arrivent à accrocher sur la façade de la Faculté de Droit, un drapeau tricolore. Il y a un moment de suspense quand des CRS arrivent de la place du Capitole, mais un professeur arrive à les faire partir.

La foule s'agrandit avec de nouveaux arrivés, prévenus à la hâte par les littéraires. Des nombreux membres du M25A ainsi que des représentants de l'Université critique section sciences qui avaient été alertés par téléphone. Les nouveaux arrivés entrent d'une fenêtre ouverte à la hâte et patrouillent la rue sur les toits ; mais les choses se sont calmées et bientôt les assaillants partent. L'affrontement a duré à peu près une heure quand des ouvriers de Sud Aviation appellent en offrant leur aide, ayant entendu la nouvelle de l'attaque sur la Faculté.

### **Partie 3 : La fin de tout... ?**

Au début du mois de juin il semble que les choses se sont calmées pour de bon, même si les Facultés sont toujours occupées, petit à petit les entreprises reprennent le travail, encore que les grosses entreprises comme Sud Aviation et l'ORTF, sont encore en grève. Il semble que l'Etat a repris les choses en main et qu'en majorité les Toulousains sont intéressés à un retour à la normalité.

A la faculté des Lettres, de petits incidents font l'ordre du jour. Le 8 juin, on enlève, d'une salle de la Faculté, la plaque à la mémoire de Raymond Naves, un professeur de littérature française arrêté par la *Gestapo* et mort en déportation. Le Doyen se rappelle cet incident :

« Une belle nuit, on me téléphona que cette plaque avait disparu ! Il est difficile de comprendre les motifs de cet enlèvement. Les étudiants en révolte avaient-ils voulu montrer par-là leur indépendance à l'égard de toute autorité, même des maîtres qui s'étaient sacrifiés pour qu'ils fussent libres ? Ou bien parmi eux y avait-il quelque fils de milicien ou de « collaborateur » désireux d'exercer une vengeance ?... »<sup>50</sup>

Quoi qu'il en soit on ne sut jamais qui était le coupable de l'enlèvement, mais l'histoire fait un petit scandale à la faculté des lettres et quelques tracts sont distribués à ce propos, un est distribué par le corps professoral qui dénonce l'acte comme quelque chose de très grave et déclenche l'indignation de tous, cet acte est « de nature à compromettre l'espoir d'une rénovation rapide de l'université »<sup>51</sup>. En réponse les étudiants sortent un tract d'ordre burlesque dans lequel ils se moquent du document des professeurs, par exemple, en se demandant quel est cet acte si grave, et ils ajoutent que :

« Il a été porté atteinte à *quelque chose* de Sacré (respectable, intouchable). Quoi ? Raymond Naves. Cette présence-au-monde qui fut appelé *Raymond Naves* (Ré-monav) n'est-plus-là. Bien qu'un tel énoncé soit de l'ordre de l'évidence, il reste enveloppé dans l'énigme. Cet être-n'est-plus-là... »<sup>52</sup>

Le M25A sort un tract dans lequel il déplore l'accident, il sort un théorème :

« Quand les plaques sont sur un mur, les y laisser : c'est un moyen de ne pas fournir des occasions de dénigrement du mouvement à des gens qui sont trop heureux de pouvoir en trouver »<sup>53</sup>.

La plaque sera retrouvée et remise à sa place le 8 juin, à 8 heures et ce sera le M25A qui va prendre toutes les dispositions, ils appellent l'entreprise spécialisée qui l'avait mise en place pour qu'elle la fixe de nouveau et définitivement.

La nuit du 9/10 juin la Faculté des Lettres est de nouveau théâtre d'un incident. Vers une heure du matin une voiture passe de toute vitesse devant la porte de la Faculté, et les occupants tirent ce qui semble des coups de feu. Le service d'ordre réagit immédiatement et

---

<sup>50</sup> P 488, GODECHOI Jaques « 1968 A la Faculté des Lettres de Toulouse » - *Les Annales du Midi* 1978, *Revue de la France Méridionale*- Tome 90, N°138-139, Juillet-Décembre 1978, Privat Editeur, Toulouse

<sup>51</sup> Tract N°12, « De la Provocation » par des étudiants, 7 juin 1968, Collection de tracts, Tony ALVAREZ

<sup>52</sup> Tract N°12, « *Ibid.* »

<sup>53</sup> Tract N°13, « De l'utilisation des plaques » 7 juin 1968, Collection de tracts, Tony ALVAREZ

ferment les MJC », « Ils ont tué nos camarades » et « Parlement arme de pouvoir ». Les manifestants en majorité des jeunes, sont invités à s'asseoir pour entendre le discours d'un représentant du Comité d'Action révolutionnaire (CAR). Il proteste sur les accidents de Flins et Sochaux et déplore la détournement de la grève en dénonçant les accords de Grenelle. Il est suivi par un travailleur et un autre représentant du CAR.

Le défilé part sous les cris de « De Gaulle assassin », « SS, CRS » et « Libérez nos camarades », les manifestants encadrés par des jeunes du service d'ordre qui se tiennent par la main, défilent par la rue Alsace pour arriver devant le siège du comité de défense de la république en rue Rampart St-Etienne. Le local avait subi, la dernière nuit une attaque par lancements des pavés et cocktails Molotov. Les manifestants ne sont plus contrôlés par leur service d'ordre et aux cris de « Les barbouzes au poteau ! »<sup>56</sup> on jette des pierres sur la vitrine brisée la nuit d'avant et qui avait été changée le matin même.

Toutefois un responsable arrive à faire partir le cortège en direction des allées Jean Jaurès et l'immeuble du centre régional de L'ORTF. Ici les étudiants débattent avec des membres de l'intersyndicale de l'ORTF qui leur expliquent la situation actuelle du personnel en grève depuis 22 jours. Ils parviennent à ne pas les faire entrer dans le bâtiment en les convainquant qu'une telle action donnerait une bonne excuse pour l'armée d'entrer dans l'édifice. Le cortège se dirige vers la place Wilson où des étudiants commencent à arracher des affiches gaullistes, mais ils sont calmés par leurs camarades et ils se dirigent vers le bd Carnot.

C'est vers 21 heures que les choses se gâchent. Revenus à l'angle entre la rue du Rempart St-Etienne et la place Roland, 300 manifestants décident d'aller saccager le local du Comité de défense de la République. Encore une fois un leader essaye de calmer la foule, en vain, parce que c'est à ce moment là qu'un homme se dresse à une fenêtre en criant « Vive de Gaulle !! » et lance un pot de fleurs sur les jeunes. De son côté sa femme vide une bouteille d'eau sur les manifestants et d'autres récipients suivent. La foule se sert dans un chantier voisin des matériaux divers, dans lesquels un compresseur et dresse une barricade, face au CRS, qui attendaient proche de là sans rien faire.

C'est à ce moment qu'ils décident d'attaquer avec des grenades lacrymogènes, les étudiants ripostent en envoyant des projectiles divers sur les forces de l'ordre. Les manifestants battent en retraite vers la place Wilson aux environs, en brûlant les poubelles et

---

<sup>56</sup> P.LOCALE quatre, « Barricades cette nuit à Toulouse – étudiants et CRS s'affrontent », -*La Dépêche du Midi- édition Toulouse*, N°7 262, le 12 juin 1968, Arch dép Toulouse, Jour 21.

en utilisant une tactique de mouvement. Très rapidement l'air devient irrespirable avec les bombardement des CRS

Entre-temps, des barricades sont élevées partout facilitées par le matériel disponible grâce aux travaux en cours. A la Faculté des Lettres tous les étudiants sont sur le pied de guerre, au comité de coordination on s'organise pour l'arrivée de des éventuels blessés en recueillant des couvertures, médicaments et en appelant des étudiants en médecine. A minuit il y en avait que deux légèrement atteints. Dans les rues autour de la Faculté on essaye de se débarrasser des barricades pour éviter les provocations, mais d'autres sont érigés notamment au bd Strasbourg, là les policiers sont repoussés trois fois par les étudiants. Au même moment des passants reçoivent des coups de matraque.

Ce fait touche les journalistes de la Dépêche du midi qui vont parler de ces épisodes de violence le lendemain. Par exemple un de leurs journalistes se fait bousculer par les policiers, même s'il avait fait connaître son identité professionnelle, et il a failli être transporté dans un fourgon cellulaire. Heureusement un officier s'est interposé et il a été libéré. Ailleurs un jeune homme qui passait tranquillement est dénoncé par quelqu'un comme venant de la barricade des étudiants a été matraqué. C'est aussi le cas d'un jeune de quinze ans qui a reçu un coup de poing dans le ventre.

Revenant à la nuit des barricades, les gendarmes prennent position à la place du Capitole où ils dirigent les prisonniers. Ils se retrouvent bientôt assiégés ou assiégeants. Une grosse barricade est construite en rue Poids de l'huile constituée d'armoires et des divers ustensiles trouvés dans la cabane des jardiniers. On y trouve des pelles et pioches qui servent à dépaquer la rue Roscach. La barricade est prise et perdue plusieurs fois par la police, qui doit s'enfuir sous une pluie de pavés. On note sur les lieux la présence d'un vieux meneur au cheveux gris avec un accent parisien qui donne des ordres aux manifestants.

Finalement vers une heure la barricade est dégagée et prise par la police qui la démolit, les manifestants se replient vers Esquirol. Entre temps un autre groupe de CRS est aux prises avec environ 200 étudiants en place Wilson, où des étudiants s'installent derrière un amas de bancs publics et panneaux électoraux. C'est vers une heure qu'ils y mettent feu pour essayer de bloquer les CRS. Vers deux heures en rue des Arts, les étudiants érigent une grande barricade avec les grilles et bancs du jardin des Augustins qu'ils mettent à travers la chaussée avec cinq voitures, et une autre à la rue de Metz. A 2h30 les CRS attaquent la première barricade avec une pluie de grenades, les défenseurs reculent. Finalement à 3 heures la dernière barricade est abandonnée.

Aussi bien Alcouffe qu'Alvarez étaient présents cette nuit, selon le premier :

« La nuit des barricades c'était l'exaspération, le sentiment qu'un période exceptionnel s'achevait... Bon un peu de provocation policière qui souhaitait qu'il y ait des accident pour faire voter les gens vers la droite... Là on est entré dans une phase de régression du mouvement »<sup>57</sup> Alors que pour Alvarez :

« On est parti de la Faculté des Lettres, c'est après que s'est faite cette nuit... il y avaient une fatigue énorme des CRS, un événement terrible, puis il y avaient là des gens en début de reprise en main brutale et de l'autre côté je crois qu'il y avait aussi un énervement des étudiants qui faisait qu'on commençait à piétiner, à stagner, et comme chaque fois dans ce cas là, la bagarre est la solution à tout »<sup>58</sup>

La nuit de barricades de Toulouse fait des nombreux dégâts et blessés, Le matin les toulousains sont nombreux à venir jeter un coup d'œil sur les décombres de la nuit d'avant que les employés municipaux sont en train de remettre en ordre à l'aide des camions. A la place Wilson, devant des bancs de bois entassés en paquets à demi-calcinés, un vieux monsieur fait le procès à « cette jeunesse désaxée »<sup>59</sup> pendant qu'une dame précise que « les enfants d'aujourd'hui étaient trop gâtés »<sup>60</sup>

Devant la permanence de l'UDR qui avait été saccagée dans la nuit, les meubles s'amassent sur le trottoir avec des tracts et débris d'un panneau revendicatif. Une dame avec un sac des provisions, parle à un vieil homme disant qu'il serait bon de tirer des coups de fusil sur les manifestants depuis les fenêtres. Le vieil homme parle des tanks et des mitrailleuses. Un étudiant perché sur un vélo, se retrouve accusé de tous les crimes du monde, c'est en vain qu'il essaye d'expliquer les revendications estudiantines, il y a un refus total de perception et compréhension par les autres générations.

Le jour après le préfet Stirn donne une conférence de presse, dans la quelle il explique les événements de la nuit d'avant. D'après le préfet ce n'est pas les forces d'ordre qui ont commencé la bagarre mais les manifestants qui les ont provoqués à tel point que l'affrontement a été impossible à éviter. Ceci c'est produit au moment où les manifestants ont construit en rue Rempart St. Etienne, à proximité du commissariat de la police.

Ensuite le préfet a ajouté qu'il regrettait les événements mais « ils étaient prévisibles étant donné l'état de surchauffe qui règne dans certains esprits... »<sup>61</sup> Effectivement les CRS venant de Paris ils étaient déjà surexcités et stressés par les émeutes parisiennes. En arrivant

<sup>57</sup> ALCOUFFE Alain. Interview 2

<sup>58</sup> ALVAREZ Tony. Interview

<sup>59</sup> P. LOCALE trois, « *Le mot de la rue* », de R. L. -*La Dépêche du Midi- édition Toulouse*, N°7 263, le 13 juin 1968, Arch. dép. Toulouse, Jour 21.

<sup>60</sup> P. Locale trois, "*Ibid.*"

<sup>61</sup> P. LOCALE trois, « *Après la nuit des barricades* », -*La Dépêche du Midi- édition Toulouse*, N°7 263, le 13 juin 1968, Arch. dép. Toulouse, Jour 21

sur Toulouse ils ont rencontré la même chose, bien que le préfet ne se referait pas aux policiers mais aux étudiants que les autorités voyaient comme des « enragés ».

On apprend après qu'il y a eu 176 personnes interpellées et emmenées au commissariat central pour un contrôle d'identité. Parmi les arrêtés il y avait 88 étudiants et 22 étrangers de nationalité diverse dont 6 étudiants. Dès la fin de la nuit le préfet fait libérer tous les français qui ne feront l'objet d'aucune poursuite, les étrangers au contraire seront expulsés du territoire national. Il ajoute que la décision prise concernant les étrangers a été prise parce qu'il « ...n'est pas possible d'admettre que les étrangers perturbent l'ordre sur notre territoire et violent ainsi le statut de neutralité qui leur est applicable »<sup>62</sup>. Pour terminer il y a eu 10 blessés parmi les manifestants et 8 parmi les forces d'ordre, mais seulement des blessés légers.

L'action du préfet choque beaucoup des personnes dans les jours qui suivent, la Dépêche publie plusieurs communiqués qui critiquent l'expulsion des étrangers, par exemple Le M25A réagit très vite et fait publier un tract dont ils disent que le préfet Stirn a fait une déclaration qui :

« ... nous semble dangereuse par son racisme larvé et malheureusement trop répandu... dans un climat ultra-nationaliste entretenu par le système, les flics, lors des manifestations, ramassent et brutalisent systématiquement tous les étrangers participant ou non ... Déjà les syndicats avaient dénoncé ces méthodes fascistes et racistes employées dans la répression à Paris. Nos camarades arrêtés à Toulouse peuvent témoigner du sort très spécial qui a été réservé à nos camarades étrangers ou qui semblaient étrangers... Les arguments du préfet Stirn furent utilisés autrefois pour justifier les camps de concentration. Attention au racisme qui se cache sous le bon sens bien pensant. L'exploitation n'a pas de frontières. Tout exploité doit pouvoir s'exprimer là où il est exploité... Pour nous il n'y a pas des français et des étrangers, il n'y a que des hommes. »<sup>63</sup>

La ligue des droits de l'homme et du citoyen déplore la mesure prise contre les étudiants étrangers ; elle est humainement choquante :

« l'expulsion est une mesure grave et lourde de conséquences pour les intéressés ... aussi on se demande pourquoi si l'on décide de se montrer clément à l'égard des français est-on si sévère à l'encontre des étrangers ? Nul ne peut affirmer que tous les étrangers aient été systématiquement plus coupables que les nationaux »<sup>64</sup>

<sup>62</sup> P. LOCALE trois, , « *Après la nuit des barricades* », -*La Dépêche du Midi- édition Toulouse*, N°7 263, le 13 juin 1968, Arch dép Toulouse, Jour 21.

<sup>63</sup> Tract N°13, « *Nous sommes des étrangers* », autour du 13 juin 1968. Collection des tracts, Tony Alvarez.

<sup>64</sup> P. LOCALE une, « *Le ligue des droits de l'homme et du citoyen s'élève contre les expulsions d'étrangers* », -*La Dépêche du Midi- édition Toulouse*, N°7 237, le 23 juin 1968, Arch dép Toulouse, Jour 21.

Ils ajoutent que les étrangers ont été gardés en garde à vue pour plus de 24 heures sans un avocat, et que nul ne sait qui sont ces étrangers. Ils trouvent que c'est injuste de traiter un être humain comme ça, sans qu'il sache ce qui va lui arriver.

Il se passe aussi des événements constructifs à Toulouse le mois de juin, par exemple le 14 et 15 juin se passent à la Faculté des Sciences de Rangueil les journées inter-universitaires ; auxquelles participent des représentants, étudiants et enseignants, de 15 universités du sud de la France, dont : Aix-en-provence, Besançon, Bordeaux, Clermont Ferrand, Grenoble, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nice, Pau, Perpignan, Poitiers et aussi Paris. Les journées sont organisées par la commission toulousaine inter-facultés qui réunit les diverses Facultés dont Lettres, Droit, Sciences, Médecine et Pharmacie)

Le but de cette rencontre est de procéder à un premier bilan de travail effectué au niveau de chaque établissement pour préparer un projet de refonte des structures. Les débats des deux journées portent sur les quatre thèmes suivants : expériences de cogestion, décloisonnement, structures de l'université future, et autonomie. Les journées se passent très bien, et même le ministère s'intéresse à ses réunions. Un matin une dépêche annonce l'arrivée de M. Chalondon, du cabinet du ministre de l'éducation nationale, qui demande d'assister au colloque. Après une courte consultation on décide que la séance étant publique, M. Chalondon peut assister, mais à titre privé. Il n'a pas le droit de prendre la parole, seuls les délégués étudiants et professeurs, ont ce droit.

Le 23 juin sur Toulouse, comme sur le reste de la France, c'est le premier tour des élections législatives. Le jour avant dans la Dépêche on invite les jeunes mineurs à voter dans une initiative organisée à l'échelle nationale, « l'Opération 18-21 », son but, donner la possibilité aux jeunes d'exprimer leur opinion politique. A Toulouse les jeunes peuvent voter dans les maisons de la jeunesse et de la culture (MJC), il y en a quatre ouvertes à ce propos. Ils sont bien organisés au point d'avoir un isoloir où ils peuvent faire leur choix, qui se portera seulement sur les noms des divers partis, et glisser le tout dans une enveloppe. C'est clair que leur choix ne peut pas changer la composition de la future assemblée nationale, mais néanmoins donnera une idée de ce que pensent les jeunes.

Le jour des élections même, c'est à dire le 23 juin, l'Opération 18-21 se voit interdire son vote parallèle. Les MJC doivent fermer leurs portes aux jeunes désireux de voter, parce que au dernier moment les élections sont jugées illégales par l'Etat et interdites par ordre préfectorale. Les responsables des MJC sont avertis par les autorités des risques de poursuites judiciaires qu'ils allaient courir s'ils essayaient de laisser continuer leur opération. L'MJC d'Empalot reçoit même un appel du ministère de l'intérieur pour l'interdiction.

On se demande ce que le pouvoir pouvait craindre de cette initiative : avaient-ils si peur de l'opinion des jeunes ? On ressent cette interdiction avec beaucoup d'amertume. Les résultats du premier tour ne laissent aucun doute, il y a un recul de la gauche et une poussée UDR.

Vers la fin de juin le mouvement étudiant perd sa vigueur, les examens à la Faculté des Lettres à la fin du mois servent à détourner l'attention de la plupart des étudiants, avec des préoccupations de carrière et de validation d'année. Les étudiants commencent à penser à leurs vacances, à aller à la mer. Et le M25A ? C'est un peu à ce moment où il a été dissout, comme le dit Alcouffe :

« ... Je trouve que la façon à la Faculté des Lettres dont les enseignants qui avaient soutenu, qui avaient participé au mouvement se préoccupaient que vraiment le 1<sup>er</sup> juillet tout le monde puisse aller à la mer, je trouvais ça un peu indécent. J'avais expliqué à certains collègues, « C'est vraiment indécent la façon dont vraiment on se préoccupe qu'on a raté l'allocation d'une journée à la mer ! »<sup>65</sup>

Le 30 juin a lieu le deuxième tour des élections et De Gaulle en sort le grand gagnant, c'est véritablement la fin de mai 68, comme le dit si bien Alain Alcouffe, « On a vécu une période assez extraordinaire, mais de fait il n'y avait plus de perspectives au moment où le général de Gaulle a sifflé la fin du parti, qu'on a été voter et que les partis se sont alliés à sa volonté... »<sup>66</sup>. Le 8 juillet, la police entre dans la Faculté des Lettres et dans la Faculté des Sciences à Ranguel, ils ne trouvent qu'une poignée d'étudiants à moitié endormis qui n'opposent aucune résistance.

---

<sup>65</sup> ALCOUFFE Alain, Interview 2

<sup>66</sup> ALCOUFFE Alain, « *Ibid.* »